



**OUI, nous avons besoin de reconstruire
notre système de santé à partir des
besoins de la population dans les
territoires !**

Au-delà des déclarations d'intentions, ce que propose le président de la République, contraint par les luttes des personnels de la santé et la montée de l'exaspération de la population, ne répond en rien au besoin d'une reconstruction de notre système de santé. À nouveau, il n'entend pas les revendications des personnels de santé et les exigences des réponses aux besoins de santé de la population.

Aucun moyen financier ou si peu n'accompagne le plan présenté ce jour. Cette crise du système de santé, la progression du non-recours aux soins, la mise en danger des personnels de santé soumis à des contraintes de travail infernales sont le résultat d'une politique : celle de la MAÎTRISE DES DEPENSES de santé menée depuis de nombreuses années.

Pour la CGT, cette politique globale de santé exige une autre organisation du travail reposant sur l'amélioration des conditions de travail des professionnels nécessitant un plan massif de créations d'emplois et de formations. Ce sont 100 000 emplois pour l'hôpital et 200 000 pour les EHPAD et les services à la personne dont nous avons besoin immédiatement.

Pour la CGT, il faut rompre avec cette logique appelée coopération entre les établissements qui, en fait, est une mise en concurrence du service public et du privé qui aboutit à la fermeture de nombreux services.

L'organisation du système de santé et de l'accès aux soins doit reposer sur le service public, avec la création et le développement de centres de santé et des professionnels salariés, y compris des médecins, rattachés à des établissements publics de santé, notamment des hôpitaux de proximité.

Un hôpital de proximité ne doit pas être une coquille vide mais comprendre, au moins, les services suivants : Urgences, Médecine, Chirurgie, Maternité et Gériatrie.

Par ailleurs, il est absolument nécessaire de conserver une spécificité de l'offre de soins de psychiatrie, dans le cadre de l'organisation en secteurs au plus près de la population.

Pour la CGT, régler durablement la question des déserts médicaux, c'est traiter le problème de la présence de médecins sur tous les territoires. Aussi, il ne suffit pas seulement de supprimer le concours de première année de médecine, il faut en finir avec le numerus clausus mais, surtout, former un plus grand nombre de médecins, ce qui n'est pas l'objectif final du gouvernement.

Pour permettre cette sortie de la crise, les miettes ne suffiront pas, il faut un financement à la hauteur des besoins.

Il y a urgence à développer une véritable politique de prévention portée avant tout sur l'amélioration des conditions de vie et de travail, l'éducation et l'organisation des solidarités tout au long de la vie, ce qui est à l'opposé des différentes réformes menées ces dernières années et celles à venir.

L'argent ne manque pas mais il ne va pas au bon endroit comme le montrent les distributions de dividendes affichées cette année par les entreprises du CAC 40.

Pour l'accès à la santé pour tous et la défense de notre modèle social, signe de progrès, la CGT appelle à se mobiliser le 9 octobre prochain.

Montreuil, le 18 septembre 2018